

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°900 du Lundi le 03 Août 2026 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

SGI
SOCIETE DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION
DU TOGO

Tél:
(+228) 22 53 33 30
(+228) 22 53 33 40

Email:
sgitogo@sgitogo.tg

Adresse:
4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma
01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Célébrer l'excellence féminine

L'AFPM Togo lance « La Nuit des Femmes des Médias »

L'Association des Femmes Professionnelles des Médias du Togo (AFPM Togo) a officiellement lancé, vendredi 31 juillet 2026 à Lomé, ... • (Page 09)

Gambie

La BIDC octroi un financement de 10,04 millions USD à G Farms Limited
La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et G Farms Limited ont signé, le ... • (Page 10)



Vision Togo 2040 & FDR 2026-2031

Le gouvernement fixe le cap avec le secteur privé

• (Page 03)



Loterie nationale togolaise

• (Page 04)

« Loto Détente », le tirage dominical de la LONATO

Réformes consulaires

La CCI-Togo partage son expérience avec son homologue burkinabè
La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) et son homologue du Burkina Faso (CCI-BF) ont ... • (Page 02)

Togo

Les grandes décisions du Conseil des ministres du 30 juillet 2026
Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a présidé ce jeudi 30 juillet 2026 le Conseil des ministres. Au cours des travaux, ... • (Page 05)

Energie Solaire

EGENT Togo mise sur les médias pour accélérer la transition énergétique
Convaincue que le manque d'information demeure l'un des principaux freins à l'adoption de l'énergie solaire au Togo, l'Entreprise de Génie Electrique et de Nouvelles ... • (Page 06)

Dîner Blanc de Blanc

Beaufort Lager, partenaire officiel de la 6ème édition à Lomé
L'événement est prévu pour le samedi 8 août 2026 à l'Hôtel Petit Brussels Resort de Baguida. Pour cette nouvelle édition, la bière Beaufort Lager ... • (Page 11)

CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

NOUVEAU !
INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ
SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI
OU RENDEZ-VOUS SUR

CANALBOX-SOUSSCRIPTION.CPAY.TG



Réformes consulaires

La CCI-Togo partage son expérience avec son homologue burkinabè

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) et son homologue du Burkina Faso (CCI-BF) ont réaffirmé, le 31 juillet à Lomé, leur volonté de renforcer leur coopération. Les deux institutions veulent avancer plus vite sur des projets importants dans la logistique, les infrastructures et le développement du secteur privé.

● Wilson Lawson

Une mission pour consolider les relations économiques. La coopération économique entre le Togo et le Burkina Faso avance. En mission de travail à Lomé, une équipe de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF) a été reçue vendredi 31 juillet au siège de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo). Cette rencontre fait partie d'une série d'échanges pour renforcer les relations économiques et logistiques entre les deux pays. La délégation était dirigée par le Directeur général adjoint chargé des Infrastructures de Développement durable. Elle comprenait aussi le Directeur du Port sec multimodal de Ouagadougou et les représentants de la CCI-BF installés dans plusieurs pays qui ont un accès à la mer. Cette mission suit deux objectifs. Elle vise à renforcer les échanges avec les principaux acteurs de la chaîne logistique et portuaire de la sous-région. Elle cherche aussi à approfondir la coopération institutionnelle entre les deux Chambres de commerce.

La CCI-Togo présente sa nouvelle dynamique de réforme

Pendant la rencontre, le président de la CCI-Togo, Dr José Kwassi Symenouh, a présenté les principales réformes mises en place depuis qu'il dirige l'institution. Il a notamment présenté les actions menées pour moderniser la gouvernance consulaire. Il a aussi exposé les pro-



jets importants en cours. Enfin, il a expliqué la vision stratégique qui guide maintenant l'action de la Chambre de commerce. Cette présentation a aidé les responsables burkinabè à mieux comprendre les nouvelles orientations de la CCI-Togo. Elle a aussi montré les moyens mis en place pour mieux soutenir les entreprises et rendre le secteur privé plus compétitif.

Des projets communs au cœur des échanges

Les discussions ont aussi porté sur les projets que les deux institutions développent ensemble, surtout dans les domaines des infrastructures économiques et de la logistique. Les participants ont évalué l'avancement de ces projets. Ils ont aussi identifié les actions prioritaires qui pourraient accélérer leur mise en œuvre. Le but est de rendre les échanges commerciaux plus simples entre le Togo et le Burkina Faso. Ces deux pays sont des partenaires économiques proches grâce aux corridors de transit. Les responsables de la CCI-BF ont, à cette occasion remercié pour le soutien que leur institution reçoit sur plusieurs dossiers importants. Ils ont aussi montré

leur intérêt pour plusieurs projets de la CCI-Togo. Ils ont dit qu'ils veulent approfondir les possibilités de travailler ensemble sur ces initiatives.

La logistique, vecteur d'intégration régionale

La présence du Directeur du Port sec multimodal de Ouagadougou dans la délégation montre que les questions logistiques comptent beaucoup pour le développement des échanges entre les deux pays. Pour le Burkina Faso, pays sans accès à la mer, il est très important de renforcer les infrastructures logistiques et d'assurer la fluidité des corridors de transport. Cela permet d'améliorer la compétitivité de son économie et de sécuriser ses approvisionnements. De son côté, le Togo avance peu à peu dans son rôle de plateforme logistique régionale. Il y arrive en modernisant ses infrastructures portuaires et de transport. À la fin de cette rencontre, les deux Chambres de commerce ont répété qu'elles veulent renforcer leur partenariat. Elles comptent le faire avec des projets importants qui peuvent aider le développement du secteur privé dans les deux pays.



AUX DÉCIDEURS ...

Le pari du secteur privé

Le développement économique ne se décrète pas. Il se construit sur le long terme, à travers une vision précise, des réformes cohérentes et, surtout, une solide collaboration entre l'État et les forces productives. C'est précisément ce que vise l'atelier stratégique organisé le 30 juillet 2026 autour de la Vision Togo 2040 et de la Feuille de route gouvernementale 2026-2031.

En rassemblant les autorités publiques, les organisations patronales, les investisseurs, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les universitaires et experts internationaux, le gouvernement envoie un message fort : la transformation économique du pays ne pourra être réalisée uniquement par l'action publique. Elle nécessite un secteur privé dynamique, capable d'investir, d'innover et de créer des emplois de manière durable.

Ce choix est à la fois une nécessité et une évidence. Dans un contexte où les marges budgétaires des gouvernements demeurent limitées et où la compétition internationale pour attirer les investissements se renforce, la croissance dépend désormais de la capacité des économies à mobiliser les investissements privés. Les objectifs de la Vision Togo 2040 – doubler le PIB par habitant et réduire le taux de pauvreté à moins de 15 % – ne pourront pas être atteints sans cette mobilisation.

Le Togo ne part pas de rien. Les avancées réalisées ces dernières années montrent un engagement constant à améliorer le climat des affaires. L'augmentation des investissements directs étrangers, le développement de la Plateforme industrielle d'Adétikopé, la modernisation des processus administratifs et le renforcement de la sécurité juridique sont autant de signaux positifs envoyés aux investisseurs.

Cependant, ces acquis ne doivent pas mener à l'autosatisfaction. L'attractivité économique est une course sans fin. Les investisseurs recherchent des marchés fiables, une justice efficace, des infrastructures compétitives, une fiscalité claire et une administration efficace. Chaque réforme mise en œuvre devra désormais produire des résultats palpables sur le terrain.

Un autre enseignement important de cette rencontre réside dans les promesses faites par le secteur privé lui-même. L'annonce d'une augmentation des investissements dans l'industrie, l'agro-industrie, la logistique, l'énergie, le numérique et les services à forte valeur ajoutée montre une volonté de participer activement à la transformation du tissu économique national. Cette responsabilité partagée est sans doute l'un des meilleurs indicateurs de la maturité du dialogue entre le public et le privé.

L'expérience des pays qui ont réussi leur envol économique révèle que les stratégies nationales les plus performantes reposent sur une confiance mutuelle entre l'État et les entreprises. L'État définit la direction, garantit un cadre stable et investit dans les biens publics. De son côté, le secteur privé prend des risques, crée de la valeur et génère des emplois. Aucun des deux ne peut durablement réussir sans l'autre.

Le soutien renouvelé du Groupe de la Banque mondiale vient renforcer cette dynamique. Au-delà des financements, c'est la crédibilité des réformes togolaises qui est ainsi accentuée auprès des investisseurs internationaux. Cette confiance est un atout qu'il faudra maintenir par la continuité des politiques publiques et la qualité de leur mise en œuvre.

En fin de compte, le succès de la Vision Togo 2040 ne dépendra pas uniquement de la solidité des orientations stratégiques. Il reposera sur la capacité de tous les acteurs à avancer ensemble vers un objectif commun : construire une économie plus compétitive, plus inclusive et plus résiliente, au profit de l'ensemble des Togolais.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Vision Togo 2040 & FDR 2026-2031

Le gouvernement fixe le cap avec le secteur privé

Le gouvernement togolais a réuni, le 30 juillet 2026, les acteurs publics et privés lors d'un atelier stratégique. Le but était de définir les réformes et les investissements nécessaires à la mise en œuvre de la Vision Togo 2040 et de la Feuille de route (FDR) gouvernementale 2026-2031.

• Joël Yanclo

Bâtir le Togo de 2040. Le gouvernement togolais continue de mettre en place des moyens pour accélérer la mise en œuvre de la Vision Togo 2040 et de la Feuille de route gouvernementale (FDR) 2026-2031. En effet, un atelier national d'échanges approfondis (« Deep Dive ») s'est tenu le jeudi 30 juillet 2026 avec pour objectif de renforcer la place du secteur privé dans l'accomplissement de ces objectifs nationaux. Les travaux ont eu lieu sous la présidence de la ministre, Dr Sandra Ablamba Johnson, Secrétaire général de la Présidence du Conseil, qui représentait le Président du Conseil. Plusieurs membres du gouvernement ont pris part à la réunion. Parmi eux figuraient Badanam Patoki, ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Kokou Edem Tengue, ministre délégué chargé de l'Économie maritime, et Arthur Lilas Trimua, ministre délégué chargé de la Promotion des investissements. La ren-



contre a aussi rassemblé les représentants du Groupe de la Banque mondiale, de la Société financière internationale (SFI), des organisations patronales, des grandes entreprises, des PME, des universitaires, de la magistrature et des experts internationaux.

Faire du secteur privé le moteur de la croissance

Organisé après le séminaire gouvernemental des 11 et 12 juin 2026, cet atelier montre que



les autorités togolaises veulent mieux structurer le dialogue public-privé. Leur but est d'attirer plus d'investissements, de rendre le pays plus compétitif et d'accélérer la transformation économique. La Vision Togo 2040 fixe des objectifs très ambitieux. Elle vise à doubler le produit intérieur brut (PIB) par habitant dans les quinze prochaines années. Elle cherche aussi à faire passer le taux de pauvreté sous 15 %. Pour atteindre ces résultats, le gouvernement veut compter plus



sur l'énergie du secteur privé. En ouvrant les travaux, Dr Sandra Ablamba Johnson a souligné qu'il faut changer la structure de l'économie en s'appuyant sur les investissements privés. « L'atteinte de ces objectifs demande un changement en profondeur de l'économie. Il faut donc un nouveau modèle de croissance, plus porté par l'investissement privé, pour créer plus de richesses et d'emplois », a-t-elle déclaré.

Des réformes déjà

porteuses de résultats

Les discussions ont montré les progrès faits ces dernières années pour améliorer l'environnement des affaires. Le gouvernement a notamment mis en avant la hausse de 27,3 % du stock des investissements directs étrangers (IDE) en 2025. Ce chiffre atteint maintenant 2,063 milliards de dollars américains. Les participants ont aussi noté le développement de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), la modernisation des procédures douanières et foncières, ainsi que les efforts faits pour améliorer la sécurité juridique des investissements. Dr Sandra Ablamba Johnson a rappelé que cette dynamique s'appuie sur des mécanismes permanents de concertation mis en place sous l'impulsion du Président du Conseil. Il s'agit notamment de la Cellule Climat des affaires et du Cadre de concertation État-secteur privé. Elle a aussi remercié le soutien du Groupe de la Banque mondiale, des partenaires techniques et financiers et des opérateurs économiques dans l'élaboration de la Vision 2040.

Des engagements concrets du secteur privé

Les débats ont porté sur plusieurs points impor-

tants. Ils ont abordé l'amélioration du climat des affaires, la mobilisation d'investissements privés structurants, le développement des partenariats public-privé et la définition d'engagements réciproques entre l'État et les entreprises. Des experts du Royaume du Maroc et de la République de Maurice ont partagé leurs expériences sur les politiques qui ont permis de mobiliser les investisseurs autour des secteurs stratégiques. Les ateliers sectoriels se sont concentrés sur trois domaines importants. Il s'agit de l'agro-industrie, de la



logistique et du transport, et de l'énergie. À la fin des discussions, les organisations patronales ont répété qu'elles voulaient soutenir les projets du gouvernement. Le président de l'Association des grandes entreprises du Togo, Charles Kokouvi Gafan, a ainsi annoncé que le secteur privé allait s'impliquer davantage. « Le secteur privé va augmenter de façon notable ses investissements dans les secteurs jugés prioritaires, comme l'industrie, l'agro-industrie, les infrastructures, la logistique, l'énergie, le numé-

rique et les services à forte valeur ajoutée », a-t-il déclaré.

La Banque mondiale renouvelle son soutien

Prenant la parole au nom du Groupe de la Banque mondiale, Nathalie Kouassi Akon, Directrice de la Division Golfe de Guinée de la Société financière internationale (SFI), a salué la qualité du partenariat avec le Togo. Elle a confirmé que son institution reste engagée à soutenir les réformes qui visent à encourager un secteur privé plus actif, qui crée des emplois et génère plus de valeur. Elle a aussi salué le rôle du Président du Conseil dans la mise en place des réformes économiques et dans le développement de la coopération avec le Groupe de la Banque mondiale. En plus des discussions, cet atelier marque une nouvelle étape dans la



construction d'un partenariat stratégique entre l'État et les entreprises. Les travaux ont permis d'identifier les principaux défis. Ils ont aussi permis de proposer des réformes prioritaires et de définir des résultats concrets à court et moyen terme.

Loterie nationale togolaise

« Loto Détente », le tirage dominical de la LONATO

La Loterie nationale togolaise (LONATO) étoffe son offre avec le lancement de « Loto Détente », un nouveau tirage hebdomadaire prévu chaque dimanche à 16 heures à compter du 2 août 2026. Cette innovation introduit notamment une nouvelle option de jeu, Double Chance, destinée à accroître les possibilités de gain des parieurs.

● Héléne Martelot

La Loterie nationale togolaise (LONATO) poursuit la diversification de son portefeuille de produits. A partir du dimanche 2 août 2026, les amateurs de loto pourront participer à un nouveau tirage baptisé « Loto Détente », organisé chaque dimanche à 16 heures. Accessible avec une mise minimale de 100 F CFA, identique à celle des autres produits de la LONATO, ce nouveau jeu permet aux parieurs de miser sur jusqu'à 10 grilles par ticket. Les formules de paris habituelles, notamment Nap, Perm, Bankers et Turbo, sont maintenues. A celles-ci s'ajoute une innovation majeure, celle de l'option Double Chance. Contrairement aux autres lotos de la LONATO, Loto Détente propose dix numéros gagnants, répartis en deux séries de cinq. Avec l'option Double Chance, le joueur remporte son pari si les numéros sélectionnés figurent soit parmi les cinq premiers numéros tirés, soit parmi les cinq derniers. Cette formule offre ainsi davantage



d'opportunités de gains. Par ailleurs, l'option Turbo reste disponible et permet aux joueurs de multiplier jusqu'à dix fois leur gain normal, selon le type de pari effectué. Les modalités de paiement des gains demeurent inchangées. Les gains inférieurs à 500 000 F CFA pourront être retirés dans n'importe quel point de vente agréé sur l'ensemble du territoire, quel que soit le lieu de validation du ticket. En revanche, les gains supérieurs à ce montant seront payés dans une agence de la LONATO ou à la Direction générale.

Nouvelle chance offerte aux parieurs

Pour Kokouvi Amedome, directeur marketing et de l'innovation de la LONATO, « Loto Détente »

constitue une nouvelle opportunité offerte aux fidèles parieurs. « Le Loto Détente se déroulera tous les dimanches avec une mise minimale de 100 F CFA. Il conserve les possibilités de jeu existantes tout en introduisant l'option Double Chance, qui augmente les chances de gagner grâce au tirage de dix numéros. Les joueurs peuvent également choisir l'option Turbo, qui permet de multiplier jusqu'à dix fois le gain normal », a-t-il expliqué. A travers ce nouveau produit, la LONATO entend enrichir son offre et offrir davantage de possibilités de gains à ses clients, tout en renforçant l'attractivité de ses jeux de loto.



Cours des devises du vendredi 31 juillet 2026

DEVISE	ACHAT	VENTE
Euro	655,957	655,957
Dollar us	566,250	573,250
Yen japonais	3,520	3,580
Livre sterling	762,750	769,750
Franc suisse	702,750	708,750
Dollar canadien	403,000	410,000
Yuan chinois	83,500	85,250
Dirham Emirats Arabes Unis	153,750	156,500

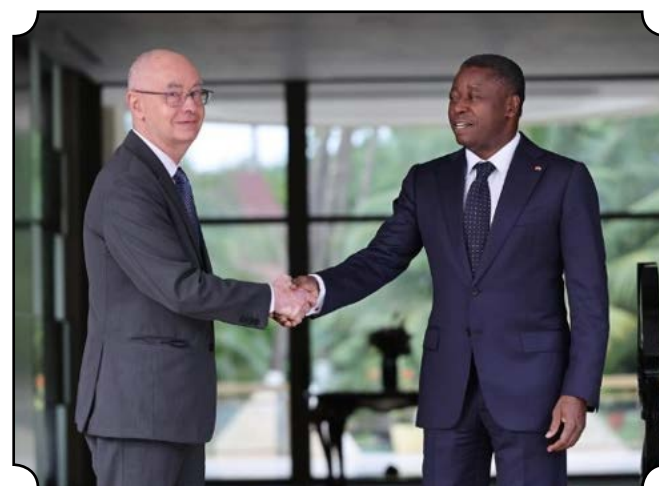
Source: BCEAO

Coopération sud-sud

Le Président du Conseil reçoit l'ambassadeur du Brésil

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a accordé ce jeudi 30 juillet 2026 une audience à l'ambassadeur de la République fédérative du Brésil au Togo, Luiz Ivaldo Villafañe Gomes Santos.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du dialogue régulier entre les deux pays et de la volonté commune de renforcer les liens d'amitié et de coopération qui unissent Lomé et Brasília. L'ambassadeur Luiz Ivaldo Villafañe Gomes Santos a fait le point sur le partenariat bilatéral, ainsi que les perspectives de coopération dans plusieurs domaines d'intérêt commun. Il a réaffirmé l'engagement de son pays à œuvrer au renforcement de cette relation au bénéfice des deux peuples. « Nous avons évoqué les relations séculaires entre nos deux pays, nos liens d'amitié et de coopération, et nous avons manifesté notre volonté de pouvoir contribuer davantage au développement de ces relations », a déclaré Luiz Ivaldo Villafañe Gomes Santos. Les discussions ont également porté sur les mécanismes de consolidation du parten-



nariat entre le Brésil et les pays africains, en vue d'une coopération sud-sud plus dynamique et mutuellement bénéfique. Le Togo et le Brésil entendent ainsi poursuivre leurs efforts pour renforcer leur partenariat bilatéral et leur concertation sur les questions régionales et internationales, dans un esprit de dialogue et de solidarité. Etablies en 1972, les relations d'amitié et de coopération entre le Togo et le Brésil

reposent sur un partenariat diversifié qui couvre plusieurs secteurs notamment la sécurité, l'agriculture, la formation professionnelle et technologique ainsi que la diplomatie. Cette dynamique de partenariat s'est consolidée avec la signature, en novembre 2018 à Lomé, d'un accord de suppression réciproque de visas au profit des détenteurs de passeports diplomatiques et de service.

Avec *presidencedu-conseil.gouv.tg*

Formation

Bourses d'études de master et de doctorat au Brésil

Dans le cadre du Programme d'étudiants-convention de post-graduation (PEC-PG), le Conseil national de développement scientifique et technologique du Brésil lance un programme de bourses d'études de master et de doctorat au titre de l'année académique 2026-2027. Consultez le communiqué ci-joint pour plus d'informations.

REPUBLICA FEDERATIVA DO BRASIL
Ministério de Educação Nacional
Ministério delegado, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche

Communiqué

Le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche informe les étudiants togolais que le Conseil national de développement scientifique et technologique du Brésil lance, dans le cadre du Programme d'étudiants-convention de post-graduation (PEC-PG), un programme de bourses d'études de master et de doctorat, au titre de l'année académique 2026-2027.

Les candidatures au PEC-PG doivent être soumises à l'adresse suivante : <http://www.lattes.cnpq.br>

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 13 août 2026.

Pour plus d'informations sur les modalités de candidature, veuillez consulter les sites suivants :

<https://www.gov.br/mre/pt-br/assuntos/cultura-e-educacao/temas-educacionais/programas-de-estudo-para-estrangeiros/pec-pg-graduaao-1>

et

<https://www.gov.br/cnpq/pt-br>

Fait à Lomé, le 29 juillet 2026

Professeur Gado TCHANGBEDJI
Ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche

Les grandes décisions du Conseil des ministres du 30 juillet 2026

COMPTE RENDU DU CONSEIL DES MINISTRES

Lomé, 30 juillet 2026

Le Conseil des ministres s'est réuni ce jeudi 30 juillet 2026, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ, Président du Conseil.

Au cours des travaux, le Conseil a examiné et adopté deux (2) décrets réglementaires et plusieurs décrets de nomination.

1. Au titre des décrets réglementaires

• Le Conseil a adopté le décret instituant le mécanisme d'évaluation de la conformité aux normes des produits locaux et importés au Togo. Le gouvernement s'est engagé à garantir la conformité des produits locaux et importés aux normes et règlements techniques en vigueur, afin de renforcer la protection des consommateurs contre les risques liés à la mise sur le marché de produits non conformes et de promouvoir une véritable culture de la qualité.

Ainsi, le décret adopté ce jour institue un mécanisme national d'évaluation de la conformité des produits locaux et importés avant leur mise sur le marché. Ce dispositif vise notamment à assurer le respect des exigences de qualité, de sécurité et de performance applicables aux produits, à promouvoir une concurrence saine et équitable entre les opérateurs économiques, et à renforcer la traçabilité des produits commercialisés sur le territoire national.

L'adoption de ce décret contribuera à améliorer la protection des consommateurs, à renforcer leur confiance dans les produits mis sur le marché national et à accroître la compétitivité de l'économie togolaise.

• Le Conseil a ensuite adopté le décret modifiant le tableau n° 16 de l'annexe 2 du décret n° 2023-040/PR du 5 avril 2023 fixant les taux, les modalités de recouvrement et d'affectation des frais et redevances dus par les opérateurs et



exploitants de réseaux et services de communications électroniques, les fournisseurs d'équipements et terminaux et les installateurs d'équipements radioélectriques

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de transformation digitale, le gouvernement poursuit ses efforts en vue d'assurer une couverture numérique intégrale du territoire et de favoriser le développement de nouveaux services, notamment ceux fondés sur l'Internet des objets et les communications de type Machine-to-Machine par satellite.



Le présent décret procède à l'adaptation du régime tarifaire des redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques afin de tenir compte des évolutions technologiques ainsi que des spécificités des nouveaux services satellitaires, tout en garantissant la viabilité économique des services proposés par les opérateurs.

Cette mesure favorisera l'installation d'opérateurs spécialisés, l'extension de la connectivité dans les zones rurales ainsi que le déploiement de solutions numériques innovantes dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, la

santé, la gestion de l'environnement et la logistique, contribuant ainsi à l'accélération de la transformation numérique du pays.

2. Au titre des décrets de nomination

Pour le compte du ministère de l'agriculture, de la pêche, des ressources animales et de la souveraineté alimentaire :

– Le Lieutenant-Colonel ATOULE-LOU Kpatcha est nommé directeur général de l'Agence nationale de la sécurité alimentaire (ANSAT).

Pour le compte du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche :

– Le professeur titulaire en histoire politique et relations internationales, BATCHANA Essohanam, est nommé président de l'Université de Datcha ;

– Le professeur titulaire en botanique et écologie végétale, WALA Kperkouma, est nommé 1er vice-président de l'Université de Datcha ;

– Le professeur titulaire en physiologie-pharmacologie et toxicologie générale, LAWSON-EVI Povi, est nommée 2e vice-présidente de l'Université de Lomé ;

– Le professeur titulaire en chirurgie

pédiatrique, BOUME Missoki Azanledji, est nommé directeur de l'Agence nationale d'assurance qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche (ANAGES) ;

– Cent sept (107) maîtres de conférences et maîtres de conférences agrégés des universités de Lomé et de Kara, inscrits sur les listes d'aptitude aux fonctions de professeur titulaire à l'issue des 43e, 44e, 45e, 46e et 47e sessions des comités consultatifs interafricains du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), sont nommés au grade de professeur titulaire.

La nomination des cent sept (107) enseignants-chercheurs au grade de professeur titulaire traduit la reconnaissance de leur mérite scientifique et pédagogique. Elle renforce les capacités d'enseignement, de recherche et d'encadrement des universités publiques et contribue au prestige de l'enseignement supérieur togolais.

Le gouvernement leur adresse ses chaleureuses félicitations aux enseignants-chercheurs promus et les encourage à poursuivre leurs efforts en faveur de l'excellence académique, de l'innovation scientifique et de la formation des générations futures. Il invite également l'ensemble de la communauté universitaire à s'inscrire dans cette dynamique d'excellence, de performance et de mérite, afin de consolider davantage le rayonnement de l'enseignement supérieur togolais aux plans régional et international.

3. Au titre des communications

Le Conseil a, en outre, écouté une communication relative à la présentation du rapport national de suivi des investissements des communes sur la période 2020-2025, présentée par le ministre délégué auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé du développement local.

Fait à Lomé, le 30 juillet 2026



Energie Solaire

EGENT Togo mise sur les médias pour accélérer la transition énergétique

Convaincue que le manque d'information demeure l'un des principaux freins à l'adoption de l'énergie solaire au Togo, l'Entreprise de Génie Electrique et de Nouvelles Technologies (EGENT Togo) a réuni, jeudi le 30 juillet à Lomé, des professionnels des médias autour d'une séance d'échanges consacrée aux enjeux des énergies renouvelables. L'objectif est de renforcer les connaissances des journalistes afin qu'ils deviennent des relais de sensibilisation auprès des populations.



● Hélène Martelot

Pour Komla Awute, Ingénieur génie électrique et spécialiste des énergies renouvelables, DG d'EGENT Togo, le paradoxe est frappant : alors que le pays bénéficie d'un fort ensoleillement tout au long de l'année, de nombreux ménages et entreprises restent fortement dépendants de l'électricité conventionnelle et continuent de subir les conséquences des coupures de courant. « Nous avons du soleil toute l'année, pourtant des familles rentrent chez elles et se retrouvent dans le noir. Il est temps de vulgariser les solutions solaires et de déconstruire les idées reçues autour de cette technologie », a expliqué le DG de l'entreprise. Au cours de cette rencontre, les participants ont été sensibilisés aux avantages économiques et sociaux de l'énergie photovoltaïque. Selon EMENT Togo, investir dans une installation solaire permet non seulement de réduire, voire de supprimer les factures mensuelles d'électricité, mais également de devenir progressivement autonome sur le plan énergétique. L'entreprise souligne que les économies réalisées peuvent être réinvesties dans d'autres besoins des ménages ou dans le développement des activités économiques. Pour les petites et moyennes

entreprises, les coupures d'électricité représentent souvent une perte importante de productivité. Restaurants, ateliers, commerces ou encore centres de santé voient régulièrement leurs activités perturbées. Grâce aux installations solaires, ces structures peuvent assurer la continuité de leurs services, même en période de délestage. « Un centre de santé ne devrait jamais interrompre une intervention chirurgicale faute d'électricité. Avec le solaire, il est possible de garantir une alimentation continue », a fait savoir Komla Awute. Le solaire n'est pas réservé aux ménages les plus aisés. Contrairement à certaines idées reçues, le solaire n'est pas réservé aux ménages les plus aisés. EMENT Togo rappelle qu'une installation est conçue en fonction des besoins et du budget de chaque client. « Comme les factures d'électricité diffèrent d'une maison à une autre, les installations solaires sont également adaptées aux besoins de chacun. Une famille peut commencer simplement en alimentant l'éclairage ou quelques appareils essentiels avant d'étendre progressivement son système. » L'entreprise a également expliqué qu'il est possible d'opter pour un système hybride combinant le réseau électrique classique et l'énergie solaire, permettant une transition

progressive vers une autonomie énergétique. Interrogé sur les mesures attendues de l'Etat pour favoriser davantage le développement des énergies renouvelables, le responsable d'EGENT Togo a salué les efforts déjà consentis. « L'Etat a déjà franchi un pas important en exonérant les panneaux solaires. Nous espérons que d'autres équipements indispensables aux installations bénéficieront également d'allègements afin de rendre ces solutions encore plus accessibles aux populations », a déclaré M. Awute.

Bref aperçu

Créée il y a six ans, l'Entreprise de Génie Electrique et de Nouvelles Technologies s'est imposée comme un acteur majeur du solaire photovoltaïque au Togo. Lauréate en 2026 du Prix d'Ambas-



sadeur des Energies Renouvelables, décerné par la Synergie des Acteurs de l'Energie Renouvelable (SAER) lors du Solar Day, l'entreprise revendique plus de 500 installations réalisées avec satisfaction sur l'ensemble du territoire national et au-delà des frontières togolaises. Elle a également participé à l'électrification de plus de dix Unités de Soins Périphériques (USP) en partenariat avec des organisations non gouvernementales, afin d'améliorer l'accès à l'électricité dans les centres de santé.



Côte d'Ivoire

La BAD anticipe une croissance de 6,5 % en 2027, portée par le PND 2026-2030

Malgré des perspectives économiques favorables, la Côte d'Ivoire devra relever le défi du financement de son nouveau Plan national de développement. La BAD souligne la nécessité d'accroître la mobilisation des ressources publiques et privées pour soutenir les ambitions du programme.

La Côte d'Ivoire devrait enregistrer une croissance économique de 6,2 % en 2026, puis de 6,5 % en 2027, après une progression estimée à 6 % en 2025. C'est ce qu'indique la Banque africaine de développement (BAD) dans son rapport pays consacré à la Côte d'Ivoire, présenté mardi 28 juillet lors du lancement conjoint des Perspectives économiques régionales 2026 pour l'Afrique de l'Ouest, placées sous le thème « Mobiliser des ressources à grande échelle pour le financement du développement de l'Afrique dans un monde fragmenté ». Selon l'institution, cette croissance devrait être soutenue par la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2026-2030, ainsi que par la montée en puissance des secteurs minier et pétrolier. La BAD table également sur une inflation maîtrisée autour de 3 %, un déficit budgétaire contenu et un risque d'endettement jugé faible. Ces prévisions demeurent toutefois soumises à plusieurs facteurs de risque, notamment la volatilité des



cours des matières premières, les effets du changement climatique, les tensions géopolitiques et la dégradation de la situation sécuritaire au Sahel. Au-delà des perspectives de croissance, la BAD met l'accent sur le défi du financement du développement. Estimé à plus de 114 838,5 milliards FCFA (environ 206,5 milliards de dollars), le PND 2026-2030 nécessitera une forte mobilisation des ressources publiques et privées. Le gouvernement ivoirien affirme avoir franchi une étape importante en obtenant 80 milliards de dollars d'engagements à l'occasion du Groupe consultatif organisé en juillet. Pour autant, la Banque estime que le pays devra poursuivre les réformes destinées à renforcer ses capacités

de financement. « Notre ambition ne se limite pas à générer de la croissance ; elle consiste à transformer cette croissance en emplois durables, en amélioration du capital humain et en prospérité partagée », a déclaré Loesse Jacques Esso, directeur de cabinet du ministre du Plan et du Développement. Pour atteindre ces objectifs, la BAD recommande notamment d'élargir l'assiette fiscale, d'accélérer la digitalisation de l'administration fiscale, de renforcer le civisme fiscal et de développer des instruments de financement de long terme, tels que les partenariats public-privé, les fonds souverains, les financements climatiques ou encore les obligations destinées aux diasporas.

Avec Agence Ecofin

Afrique du Sud

72 906 étrangers renvoyés vers leurs pays d'origine en un peu plus d'un mois

La gestion des migrations figure parmi les priorités du gouvernement sud-africain, confronté à une hausse des tensions autour de la présence étrangère dans le pays. Pretoria cherche à renforcer ses mécanismes de contrôle alors que les difficultés économiques alimentent les débats sur l'immigration.

L'Afrique du Sud a procédé au renvoi de 72 906 ressortissants étrangers vers leurs pays d'origine entre le 7 juin et le 14 juillet, principalement des Malawites, des Zimbabwéens et des Mozambicains, selon Mmamoloko Kubayi (photo), ministre de la Justice et des Services correctionnels. Présentant dimanche 26 juillet un bilan de la mise en œuvre du plan gouvernemental en cinq points consacré à la gestion des migrations, Mme



Mmamoloko Kubayi a précisé que plus de 68 000 personnes avaient également transité par le Centre temporaire de traitement des rapatriements (TRPC) de Musina entre le 14 juin et le 24 juillet. Le renforcement des contrôles aux frontières a également été mis en avant. Depuis avril,

93 opérations conjointes ont été menées contre les réseaux de trafic transfrontalier, tandis que de nouveaux investissements sont annoncés dans les infrastructures et les systèmes de surveillance des frontières.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 31 juillet 2026

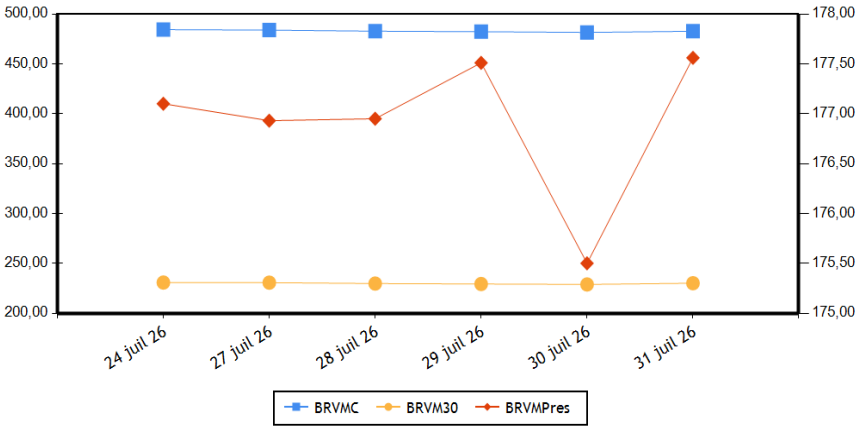
N° 144

BRVM COMPOSITE	482,65
Variation Jour	0,24 %
Variation annuelle	39,60 %

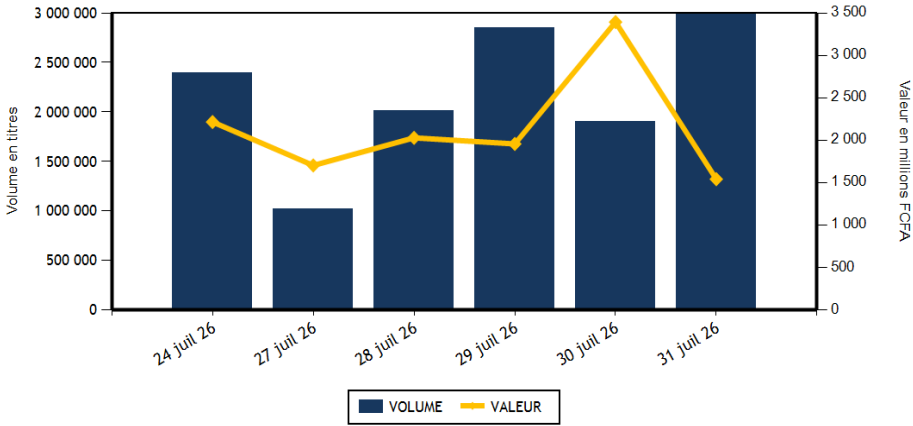
BRVM 30	230,08
Variation Jour	0,56 %
Variation annuelle	38,40 %

BRVM PRESTIGE	177,56
Variation Jour	1,17 %
Variation annuelle	23,09 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	18 593 354 163 067	0,24 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 990 556	73,43 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 529 105 408	-10,51 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	22	37,50 %
Nombre de titres en baisse	15	-37,50 %
Nombre de titres inchangés	10	42,86 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	13 026 198 162 671	0,07 %
Volume échangé	1 129	-99,36 %
Valeur transigée (FCFA)	11 496 929	-99,32 %
Nombre de titres transigés	9	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	6	
Nombre de titres en baisse	2	-33,33 %
Nombre de titres inchangés	1	-88,89 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 975	7,40 %	27,41 %
LOTIERIE NATIONALE DU BENIN (LNBB)	4 500	7,40 %	4,77 %
SICOR CI (SICC)	6 400	7,11 %	93,94 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 995	6,77 %	20,52 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 140	4,67 %	30,83 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	51 000	-5,56 %	49,01 %
SOLIBRA CI (SLBC)	37 750	-4,89 %	30,62 %
SETAO CI (STAC)	2 680	-4,29 %	102,26 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	3 645	-4,08 %	243,87 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	66	-2,94 %	186,96 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	177,56	1,17 %	23,09 %	35 279	445 745 005	12,80
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	365,27	-0,61 %	67,82 %	2 955 277	1 083 360 403	17,17

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	192,62	0,27 %	44,67 %	2 990 556	1 529 105 408	14,59

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	112,93	0,83 %	19,00 %	9 955	139 461 910	11,11
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	203,42	0,84 %	17,57 %	18 463	40 817 410	39,31
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	234,83	0,35 %	61,00 %	2 883 353	796 145 538	15,81
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	279,38	-1,98 %	29,29 %	23 002	333 663 235	10,46
BRVM - INDUSTRIELS	6	215,02	-0,57 %	62,49 %	39 734	109 519 500	22,31
BRVM - ENERGIE	4	159,44	2,10 %	43,76 %	9 871	75 927 905	18,13
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	222,36	0,58 %	109,97 %	6 178	33 569 910	20,47

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	14,59
Taux de rendement moyen du marché	6,21
Taux de rentabilité moyen du marché	6,93
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	206
Volume moyen annuel par séance	1 927 409,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 777 536 624,59

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	59,02
Ratio moyen de satisfaction	52,28
Ratio moyen de tendance	88,58
Ratio moyen de couverture	112,89
Taux de rotation moyen du marché	0,27
Prime de risque du marché	1,10
Nombre de SGI participantes	37

Épargne

Le taux du Livret A remonte à 1,7 %

Face au regain d'inflation porté par la crise au Moyen-Orient, le taux du Livret A et du LDDS passe de 1,5 % à 1,7 % ce 1er août. Le taux du LEP reste fixé à 2,5 %.

1,7 %, contre 1,5 % actuellement. Une conséquence logique du regain d'inflation au premier semestre. « Face à l'inflation contenue, mais réelle, et aux incertitudes liées à la crise au Moyen-Orient, j'ai décidé de relever le taux du Livret A à 1,7 % », a déclaré le ministre de l'Économie Roland Lescure mi-juillet. Le taux de rémunération du produit d'épargne le plus populaire en France est tombé cette année à 1,5 %, après un plateau à 3 % atteint en 2023, suivi à partir de 2025 d'une longue descente. La remontée décidée mi-juillet est la conséquence logique de la poussée de l'inflation observée au printemps, qui a culminé à 2,4 % sur un an au mois de mai, selon l'Insee, sous l'effet de la guerre au Moyen-Orient.

Le taux du LEP est maintenu.

Le taux du Livret A, valable aussi pour le Livret de développement durable et solidaire (LDDS), dépend pour partie de l'évolution des prix en France et pour une autre partie de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). À 1,7 %, il « reste au-dessus du ni-



veau de l'inflation moyen observé sur les six derniers mois », a précisé dans un communiqué la Banque de France. Par ailleurs, le taux du Livret d'épargne populaire (LEP), réservé aux ménages modestes, est maintenu à 2,5 %. Ces taux seront applicables jusqu'à fin janvier 2027.

Décollecte massive

Les 58 millions de Livret A cumulaient fin mai 444,6 milliards d'euros, selon la Caisse des dépôts. Ce montant, destiné au financement du logement social et des politiques de la ville, a peu évolué depuis début 2025, lorsque le taux du Livret A a commencé à devenir moins attractif. Le Livret A n'a ainsi jamais été autant délaissé lors du premier semestre 2026. Le placement préféré des Français a enregistré sa pire performance sur cette période depuis près de 20 ans. Sur les six premiers mois

de l'année, les retraits ont dépassé les versements de 5,93 milliards d'euros, a indiqué en juillet la Caisse des dépôts. Combinée à celle du Livret de développement durable et solidaire (LDDS), pour lequel les retraits ont également excédé les dépôts de 960 millions d'euros, la décollecte a totalisé 6,89 milliards d'euros depuis le 1^{er} janvier, selon l'établissement public. Livret A et LDD subissent la concurrence des autres produits d'épargne, l'assurance-vie en tête : les contrats cumulaient 2 162 milliards d'euros à la fin du mois de mai (soit 117 milliards de plus qu'un an auparavant), selon la fédération professionnelle France assureurs. Le match est déséquilibré depuis plusieurs trimestres, puisque les fonds euros de l'assurance vie, au capital garanti comme le Livret A, proposent une rémunération de 2,63 % en moyenne.

(Avec AFP)

Hydrocarbures

«Obscène», pour certains: Shell triple son bénéfice

Le géant a profité de prix élevés et de la volatilité des cours avec la guerre au Moyen-Orient.

Le géant britannique des hydrocarbures Shell a publié jeudi un bénéfice multiplié par trois au deuxième trimestre, profitant de prix élevés et de la volatilité des cours avec la guerre au Moyen-Orient, une hausse spectaculaire qui relance les appels à taxer davantage les majors pétrolières. Le bénéfice net part du groupe est ressorti à 10,8 milliards de dollars sur la période, contre 3,6 milliards un an plus tôt, précise Shell dans un communiqué – où il prévient toutefois que le conflit pèse sur les volumes. «Les performances opérationnelles de Shell ont permis d'obtenir des résultats très solides au cours d'un trimestre à nouveau marqué par de graves perturbations sur les marchés mondiaux de l'énergie», résume le directeur général de Shell, Wael Sawan. Le chiffre d'affaires de Shell a quant à lui progressé de 45% à 96,4 milliards de dollars. Le groupe annonce le lancement d'un nouveau programme de rachat d'actions de 3 milliards de dollars. Ces chiffres, meilleurs qu'attendus par le marché, soutenaient le cours de Bourse de Shell, en hausse d'environ 1% à la Bourse de Londres



jeudi matin. L'envolée du bénéfice «reflète des prix réalisés plus élevés», mais aussi une intensification du négoce du brut et des produits pétroliers comme du gaz naturel liquéfié (GNL), développe l'entreprise.

Critiques ravivées

Shell, comme les autres grands groupes énergétiques, tire profit de ses activités de négoce d'hydrocarbures, alors que les cours du pétrole et du gaz oscillent entre fortes hausses et lourdes pertes au gré des développements de la guerre entre les États-Unis et l'Iran. Autre grande major du secteur, le géant français pétrogazier TotalEnergies a annoncé la semaine dernière un doublement en un an de son bénéfice net du deuxième trimestre, à 5,4 milliards de dollars. Ces résultats vertigineux ravivent les critiques envers les géants du secteur et les appels à taxer leurs super-

profits. «Pendant que des familles et des pompiers dans toute l'Europe luttent contre des feux de forêt dévastateurs, Shell profite de la guerre de Trump et redouble d'efforts dans le pétrole et le gaz», dénonce Robert Palmer, un responsable de l'ONG écologiste Uplift. Parlant de chiffres «obscènes», Rudy Schalk, de Greenpeace, appelle à «taxer correctement ces bénéfices exceptionnels et à utiliser les recettes pour aider les ménages à faire face au coût de la vie, renforcer la résilience face aux phénomènes météorologiques extrêmes et propulser la transition vers une énergie propre et abordable». L'ONG Oxfam évalue pour sa part qu'un impôt sur les profits des plus grandes entreprises de combustibles fossiles pourrait rapporter jusqu'à 400 milliards de dollars à l'échelle mondiale dès la première année.

Avec lematin.ch

Aérien

Face aux routes maritimes bloquées, le fret s'envole

Porté par les détours des porte-conteneurs et la guerre au Moyen-Orient, le fret aérien a encore progressé de 4,9 % en tonnes-kilomètres au premier semestre 2026, après une année 2025 déjà record, alors même que l'Iata n'anticipait qu'une hausse de 0,7 % sur l'ensemble de l'année. Les chaînes d'approvisionnement les plus sensibles assument le coût carbone et financier de cette « assurance ciel ».

Le fret aérien a pris de l'avance sur ses propres prévisions. Sur les six premiers mois de l'année, la demande mondiale a progressé de 4,9 % par rapport au premier semestre 2025, alors même que l'Iata n'anticipait qu'une hausse de 0,7 % sur l'ensemble de l'année dans son scénario publié début juin. Ce rebond intervient après une année 2025 déjà record pour le cargo, avec des volumes et des recettes encore au-dessus des niveaux d'avant-Covid. Cette surperfor-



mance vient d'un choc logistique qui redistribue les cartes entre la mer et le ciel. Depuis le début de l'année, les routes maritimes sont régulièrement perturbées par les tensions au Moyen-Orient, les détours imposés aux porte-conteneurs et la fermeture

punctuelle des détroits. À chaque épisode, une partie des flux les plus urgents bascule vers l'aérien, transformant ce mode de transport jusque-là minoraire en filet de sécurité des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Pourquoi la crise du

maritime renvoie des volumes vers le ciel

L'année 2026 a été marquée par un début de cycle favorable au fret aérien, avec une hausse de 5,6 % des «tonnes-kilomètres de chargement» (CTK, l'unité de mesure consacrée) en janvier, puis de 11,2 % en février par rapport à 2025, avant que la guerre au Moyen-Orient ne vienne casser cette dynamique en mars. Le déclenchement du conflit se traduit par une baisse de la demande, mais aussi par une réorganisation rapide des flux, notamment sur les corridors

reliant l'Asie à l'Europe et à l'Amérique du Nord, où les chargeurs cherchent des options alternatives aux routes maritimes devenues incertaines. En avril 2026, la demande de fret aérien progresse encore de 4 % sur un an, alors même que la capacité offerte recule de 0,4 %, ce qui illustre un report ciblé de cargaisons sensibles vers le ciel dans un contexte de tension maritime persistante. Le ciel ne remplace pas la mer sur les volumes globaux, mais il absorbe la partie la plus urgente des flux à chaque fois que les routes

maritimes sont bloquées ou détournées. Au début de l'été, l'Iata tablait sur une croissance très modérée du fret en 2026, avec une progression des CTK limitée à 0,7 % sur l'année et des volumes physiques de cargaison autour de 71,7 millions de tonnes, à peine 0,2 % de plus qu'en 2025. La réalité du premier semestre dément cette prudence : +4,9 % de croissance des CTK sur les six premiers mois, portée par un mois de juin en hausse de 8,5 % par rapport à l'année dernière.

Avec latribune.fr

Célébrer l'excellence féminine

L'AFPM Togo lance « La Nuit des Femmes des Médias »

L'Association des Femmes Professionnelles des Médias du Togo (AFPM Togo) a officiellement lancé, vendredi 31 juillet 2026 à Lomé, la première édition de « La Nuit des Femmes des Médias », une initiative placée sous le thème : « Femmes des médias : informer, sensibiliser et agir pour un développement durable au Togo ».

● **Hélène Martelot**

À travers cet événement, l'association entend rendre hommage aux femmes qui contribuent, chaque jour, au rayonnement du paysage médiatique togolais. L'objectif est de mettre en lumière leurs parcours, de valoriser leurs compétences et de reconnaître leur apport au développement du pays. L'AFPM Togo ambitionne également de faire du numérique un véritable levier de promotion des femmes professionnelles des médias, en renforçant leur visibilité et en mettant en avant leur expertise, leur savoir-faire ainsi que leurs réalisations. Plus qu'une cérémonie de distinction, La Nuit des Femmes des Médias se veut un espace de reconnaissance, d'inspiration et de transmission, destiné à encourager les jeunes



filles et les femmes à embrasser les métiers de l'information et de la communication. A l'occasion du lancement, un café de presse a réuni des professionnels des médias, des partenaires et des invités. La vice-présidente de l'AFPM Togo, Edwige Apedo, a rappelé que cette initiative répond à la nécessité de donner davantage de visibilité aux femmes des médias, dont le travail reste souvent insuffisamment reconnu malgré son impact sur la société. « Nous voulons célébrer les femmes qui ont marqué le paysage médiatique, celles qui ont ouvert la voie à d'autres

femmes et jeunes filles et qui continuent de contribuer au développement du secteur », a-t-elle déclaré. La première édition de La Nuit des Femmes des Médias se déroulera le 14 août 2026 à Lomé. Le programme prévoit, dans la soirée, un cocktail dînatoire et une séance de réseautage à l'Hôtel Concorde, suivis d'une cérémonie de distinction récompensant des professionnelles des médias pour leur parcours, leur engagement et leur contribution au développement du secteur.

Appel à tous les médias

Mais cette célébration ne

sera pas exclusivement consacrée aux femmes. Les hommes qui œuvrent en faveur de leur promotion dans les médias seront également distingués. Pour Hélène Martelot, chargée de la mobilisation de l'AFPM Togo et membre du comité d'organisation, cette reconnaissance traduit la volonté de l'association de valoriser tous les acteurs qui contribuent à l'épanouissement des femmes dans le secteur. « Nous distinguerons également les hommes qui accompagnent les femmes dans leur évolution professionnelle : les responsables de médias qui leur donnent des opportunités, les mentors, les formateurs, ainsi que tous ceux

qui, par leur soutien et leur engagement, contribuent à leur épanouissement et à leur réussite. L'AFPM Togo invite également les partenaires publics et privés à rejoindre cette initiative. « Nous restons ouverts aux entreprises et institutions qui souhaitent accompagner cette première édition. En devenant partenaires, elles contribueront à la promotion des femmes des médias tout en bénéficiant d'une importante visibilité autour de cet événement », a ajouté Hélène Martelot. Organisée dans le cadre de la célébration de la Journée de la Femme africaine, célébrée chaque 31 juillet, La Nuit des Femmes des

Médias s'inscrit dans une série d'activités visant à promouvoir le leadership féminin dans le secteur. Après le café de presse du 31 juillet, le Village des Médias au Féminin ouvrira les festivités le 14 août avant la grande soirée de distinction prévue à partir de 18 heures à l'Hôtel Concorde. Selon les organisateurs, cette cérémonie, appelée à se tenir tous les deux ans, ambitionne de devenir le rendez-vous de référence de l'AFPM Togo pour la promotion de l'excellence, du leadership féminin et de l'inclusion dans les médias togolais.



HOROSCOPE finance

Bélier Mercure est par nature bénéfique, et comme il ne formera pas de combinaison négative avec les autres planètes, il va vous favoriser sur le plan financier. Une gratification inattendue, une prime quelconque sont donc possibles. Si vous envisagez un achat important ou si vous souhaitez réorganiser vos placements, ce sera le moment de vous lancer. Et si vous avez des dettes, n'hésitez pas à aller négocier avec votre banquier.

Taureau La teneur astrale de la journée vous inclinera à faire preuve de bon sens. En particulier, il ne sera pas inutile de penser que la gestion de vos finances doit suivre certaines règles objectives. Ne vous lancez pas dans des dépenses si celles-ci ont pour première conséquence l'effet de vous endetter ; vous le regretteriez amèrement par la suite, car "les dettes abrègent la vie" (Joubert).

Gémeaux Tout ira bien côté finances, malgré quelques ajustements nécessaires si vous avez trop dépensé dernièrement. Vos qualités de gestionnaire vous aideront à rétablir l'équilibre, sans sueurs froides !

Cancer Soyez prudent si vous effectuez des transactions financières ou si vous traitez d'importantes affaires. Vous risquez d'avoir de mauvaises surprises si vous n'avez pas pris le maximum de garanties.

Lion Vous pourrez faire fructifier vos ressources matérielles. Vos initiatives seront audacieuses, mais vous saurez tout de même limiter les risques, et le résultat sera des plus encourageants. Réduisez vos dépenses.

Vierge L'ambiance astrale générale laisse craindre des déceptions en affaires, peut-être un vol ou une perte d'argent, voire une escroquerie. Si vous prêtez de l'argent, ne pensez pas à pouvoir le récupérer. Mais, au fait, pourquoi prêtez-vous de l'argent ? "Prêter, c'est acheter une querelle" (proverbe indien).

Balance Ne rêvez pas ! Les astres influençant actuellement votre secteur argent ne sont pas assez puissants pour vous faire gagner une fortune au Loto. Mais ils pourront toutefois vous aider à momentanément améliorer vos revenus. Pour quelques-uns d'entre vous, un projet mis au point avec des amis va se concrétiser et vous rapporter plus que prévu.

Scorpion Des dépenses importantes ou imprévues sur le plan immobilier surviendront aujourd'hui. Jupiter ne sera pas favorable à un achat ou à une transaction en ce moment ; mais son action pourrait être contrecarrée par Mars, qui pourrait apporter une proposition intéressante sur ce plan.

Sagittaire Profitez de l'influence de Vénus pour tenter le sort, demander une prime quelconque, faire des paris aux jeux, ou décider un achat qui vous tient à cœur. Mais ne perdez pas le sens de la mesure.

Capricorne Adoptez une bonne stratégie financière si vous souhaitez faire fructifier vos ressources matérielles. Une erreur pourrait vous coûter cher aujourd'hui. Soyez très vigilant, à cause des dissonances astrales.

Verseau Neptune et Uranus influenceront votre secteur argent. Conséquence : vous devriez rester assez vigilant. Ces deux planètes sont plutôt positives, mais il faut toujours se méfier de possibles imprévus avec Uranus, et d'erreurs dans les comptes ou les factures avec Neptune. Tout ira bien si vous ne vivez pas sur le fil du rasoir. Si vous êtes prévoyant, vous vous en sortirez quoi qu'il arrive ; mais les imprudents qui videront leur compte en banque pourront ensuite avoir quelques petits problèmes.

Poisson Mars et Mercure devraient vous aider à rééquilibrer votre budget, voire, dans certains cas, à augmenter vos revenus. Le tout sera de vous méfier de vous-même. En effet, Mars pourra vous rendre un peu trop agressif lors de vos négociations, ce qui finirait par se retourner contre vous. Un conseil : ne vous montrez pas trop revendicatif ; et faites confiance à la chance, elle ne vous laissera pas tomber.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations
d'analyses et d'investigations
économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication «
CHEZ VOUS TOGO »

N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la
Poste

Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Hélène MARTELOT
(+228 90 49 27 88)

Rédacteurs

Joël YANCLO

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

LA BIDC SOUTIENT LA TRANSFORMATION AGRICOLE EN GAMBIE AVEC UN FINANCEMENT DE 10,04 MILLIONS USD EN FAVEUR DE G FARMS LIMITED

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et G Farms Limited ont signé, le 28 juillet 2026, un accord de financement d'un montant de 10,04 millions de dollars américains destiné à soutenir l'acquisition d'équipements et l'expansion des activités de l'entreprise en Gambie.

Ce projet renforcera les chaînes de valeur avicole et laitière de G Farms Ltd grâce à l'augmentation du nombre de poules pondeuses, qui passera de 120 000 à 500 000, à l'accroissement de la production de poulets de chair de 651 146 à plus de 3,2 millions de volailles, ainsi qu'à la hausse de la production de poussins d'un jour, qui passera de 3,3 millions à 5,5 millions d'unités d'ici 2035. Le projet prévoit également l'extension des activités laitières à travers l'augmentation du cheptel, de 110 à 2 500 têtes de bétail, ainsi que le renforcement de la capacité de production d'aliments pour bétail à 10 tonnes par heure. Cette initiative devrait accroître la production alimentaire nationale, créer des emplois, consolider les chaînes de valeur agricoles et réduire la dépendance aux importations.

S'exprimant lors de la cérémonie de signature, Dr George Agyekum Donkor, Président de la BIDC et de son Conseil d'Administration, a indiqué que cet investissement reflète l'engagement de la Banque à renforcer la sécurité alimentaire, à soutenir la croissance du secteur privé et à créer des opportunités économiques durables à travers l'Afrique de l'Ouest. Il a exprimé sa conviction que l'expansion de G Farms Ltd générera des retombées importantes et durables pour l'économie gambienne et son secteur agricole.

Mme Zuzana Zatkova, de la Division de l'inclusion financière du Département des partenaires internationaux de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), a souligné que le partenariat entre la BEI et la BIDC soutient des investissements qui renforcent la sécurité alimentaire, créent des emplois et favorisent un développement agricole durable en Afrique de l'Ouest. Elle a ajouté que ce projet illustre la manière dont un financement stratégique peut contribuer à libérer le potentiel agricole de la région tout en apportant des bénéfices concrets aux communautés locales.

Se félicitant de ce partenariat, le Directeur Général de G Farms Ltd, M. Muhammad Sanyang, a déclaré que ce financement constitue une étape majeure pour l'entreprise, lui permettant d'accroître sa production, d'améliorer ses performances opérationnelles et de répondre à la demande croissante du marché gambien en produits avicoles et laitiers de qualité. Il a ajouté que le projet jouera un rôle important dans la réalisation des objectifs nationaux de sécurité alimentaire et dans la promotion du développement rural.

Au-delà de l'augmentation de la production nationale, le projet devrait générer d'importants bénéfices socio-économiques, notamment la création d'emplois, l'amélioration des revenus des acteurs des chaînes de valeur et le renforcement de la résilience du secteur agricole gambien. Il contribuera également à améliorer la sécurité alimentaire et l'accessibilité des produits alimentaires tout en soutenant une croissance économique inclusive.

À travers cet investissement, la BIDC poursuit la mise en œuvre de sa stratégie Croissance, Résilience et Optimisation (GRO) en finançant des projets agro-industriels transformateurs qui favorisent la modernisation de l'agriculture, la diversification économique et le développement durable en Afrique de l'Ouest.

À propos de la BIDC

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) est l'Institution de Financement du Développement des quinze États de l'Afrique de l'Ouest. Basée à Lomé, en République togolaise, la Banque s'engage à financer des projets et programmes de développement portant sur diverses initiatives dans les secteurs des infrastructures et des services sociaux de base, du développement rural et de l'environnement, de l'industrie ainsi que des services sociaux, à travers ses guichets dédiés aux secteurs privé et public. Les interventions de la BIDC se font sous forme de prêts à long, moyen et court terme, de prises de participation, d'octroi de lignes de crédit et mise en place d'accords-cadres de refinancement, des opérations d'ingénierie financière et services connexes.

www.bidc-ebid.org

Dîner Blanc de Blanc

Beaufort Lager, partenaire officiel de la 6ème édition à Lomé

L'événement est prévu pour le samedi 8 août 2026 à l'Hôtel Petit Brussel Resort de Baguida. Pour cette nouvelle édition, la bière Beaufort Lager produite par la brasserie BB Lomé devient le sponsor principal de la soirée, qui mettra à l'honneur l'élégance, la bonne cuisine et la bonne humeur.

● Vivien Atakpabem

L'événement désormais incontournable. Ceux qui aiment les soirées chics ont rendez-vous le samedi 8 août 2026 à l'Hôtel Petit Brussel Resort, sur la plage de Baguida, pour la sixième édition du Dîner Blanc de Blanc à Lomé. Comme d'habitude, l'événement réunira les participants, tous habillés en blanc, pour un dîner gastronomique en plein air à partir de 19 heures. La soirée continuera avec une fête après l'événement à partir de 23 heures, dans une ambiance joyeuse et détendue. Au fil des ans, le Dîner Blanc de Blanc est devenu un événement apprécié pour son cadre élégant, son code vestimentaire blanc et l'expérience qu'il propose à ses invités.

Beaufort Lager s'associe à l'élégance

Pour cette édition 2026, Beaufort Lager sera le sponsor officiel de l'événement. Ce partenariat



permet à la bière de luxe de renforcer son image autour des valeurs d'élégance, de convivialité et de qualité, qui correspondent parfaitement à l'esprit du Dîner Blanc de Blanc. Beaufort Lager est présentée comme une bière brassée avec soin, appréciée pour son goût équilibré et sa fraîcheur. La marque souhaite accompagner les moments de partage et de fête, en rendant chaque rencontre mémorable.

Le charme de Baguida au service de l'expérience

Le choix de l'Hôtel Petit Brussel Resort, situé sur la plage de Baguida, contri-

bue grandement à l'identité de l'événement. Avec sa vue sur la mer et son cadre en bord de plage, le lieu offre un décor idéal pour une soirée raffinée. Les organisateurs annoncent une décoration soignée ainsi qu'un menu gastronomique qui mélangera les saveurs locales et les influences internationales. L'objectif est d'offrir aux invités une expérience à la hauteur de la réputation de cet événement. En combinant un lieu exceptionnel, une ambiance festive et le soutien de Beaufort Lager, cette sixième édition du Dîner Blanc de Blanc vise à confirmer son statut parmi les événements de style de vie les plus attendus de l'été à Lomé.

Avec ATOP/TT/JK/AO

Commune Kéran 3

Les conseillers municipaux examinent les réajustements de leur budget

Les conseillers municipaux de la commune Kéran 3 ont ouvert les travaux de leur 3^e session ordinaire, consacrée à l'examen des réajustements budgétaires de l'exercice 2026 le lundi 27 juillet à Nadoba, à une trentaine de kilomètres à l'est de Kantè.

Cette session permettra aux élus d'analyser les recettes et les dépenses de la commune afin d'adapter le budget aux réalités financières actuelles. Les participants examineront également le rapport financier du deuxième trimestre ainsi que les rapports d'activités de l'exécutif communal et des commissions économique, sociale et domaniale. Les travaux porteront aussi sur les stratégies de mobilisation des ressources communales, à travers des échanges avec les opérateurs économiques et les contribuables. L'objectif est d'améliorer le recouvrement des recettes afin de répondre plus efficacement aux besoins de développement de la commune. Les discussions aborderont également la motivation des agents de



collecte et le renforcement de la sensibilisation des contribuables au civisme fiscal. Le maire de la commune Kéran 3, Fakounafah Batinata, a salué les progrès enregistrés dans la mise en œuvre de plusieurs projets, notamment la réalisation de forages au marché à bétail de Nadoba et dans plusieurs localités. Il a également annoncé la tenue prochaine d'une rencontre consacrée au lancement du Plan de développement communal (PDC), un outil permettant de mieux planifier les priorités de la commune et de faciliter la mobilisa-

tion des financements. M. Fakounafah a appelé les conseillers à privilégier des échanges constructifs afin de dégager des solutions adaptées aux besoins de la population. Il a, en outre, informé les participants de l'évolution des travaux de construction de salles de classe en prélude à la rentrée scolaire 2026-2027. Des responsables des services déconcentrés de l'État, des autorités traditionnelles ainsi que des représentants des comités de développement à la base ont assisté à l'ouverture de cette session.

Avec ATOP/PAP/AO/BV

Blitta 1

Les conseillers municipaux évaluent la gestion communale

Les conseillers municipaux de la commune Blitta 1 ont ouvert, le lundi 27 juillet à Blitta-Gare, les travaux de leur 3^e session ordinaire de l'année consacrée à la reddition des comptes, à l'examen du budget supplémentaire et à l'étude de plusieurs dossiers de développement communal.

Durant quatre jours, les élus suivront la présentation du rapport d'activités du deuxième trimestre et adopteront le procès-verbal de la session précédente. Ils examineront également le projet de budget supplémentaire de la commune ainsi que plusieurs dossiers, notamment la transformation d'un magasin en bureau et l'adressage des rues.

Les échanges porteront aussi sur la validation du Plan communal de gestion des déchets solides (PCGDS) et du Plan local d'urbanisme (PLU). Les conseillers feront le point sur la mobilisation des ressources financières et sur la mise en place des commissions permanentes. La session prendra fin par la remise de matériel d'assainissement au



Comité de développement à la base (CDB). Le préfet de Blitta, Anakpa Mani a invité les conseillers municipaux à renforcer le dialogue avec les populations et à faire de la participation citoyenne un pilier de la gouvernance locale.

Il a également exhorté les habitants à accompagner les initiatives de la municipalité, notamment en matière d'assainissement. Le maire de Blitta 1, Batchana Essohanam a indiqué que cette session permettra, également, d'évaluer les réalisations enregistrées,

de relever les défis afin de mieux orienter les actions à mener. Il a salué l'engagement des conseillers municipaux, le professionnalisme des services techniques ainsi que la contribution des différents acteurs et des populations au développement de la commune. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du président du Conseil régional de la Centrale, Kalessou Kwakou et de plusieurs autres autorités civiles et militaires.

Avec ATOP/SF/MEK/AO

Campagne nationale de MII

86.506 moustiquaires distribuées dans le district sanitaire de l'Oti

Quatre-vingt-six mille cinq cent six moustiquaires ont été distribuées aux ménages dans le district sanitaire de l'Oti, soit un taux de couverture de 93,2 %, a indiqué le rapporteur du Comité local d'organisation (CLO) de la campagne de distribution des Moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII), Dr Bawa-Kawté Ridwane, le mardi 28 juillet à Mango.

Selon le bilan du comité, le district a réceptionné 92.100 moustiquaires destinées à une population de 136.736 habitants. Sur ce total, 86.506 moustiquaires ont été remises aux ménages préalablement dénombrés. Certains ménages, bien que détenteurs de coupons, ne se sont pas présentés sur les sites de distribution. 827 coupons déchirés ont été recensés. Les principales difficultés rencontrées au cours de l'opération sont liées aux problèmes de scanage des coupons, dus à la mauvaise connexion internet, à la perte de coupons par certains ménages recensés ainsi qu'à la gestion des emballages des



moustiquaires. En termes de recommandations, il a été demandé au CLO de renforcer la communication afin de promouvoir une meilleure utilisation des moustiquaires, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans. Les responsables des formations sanitaires ont été invités à intensifier la supervision afin de prendre en charge les ménages qui n'ont pas été recensés lors du dénombrement, mais

se sont inscrits pendant la phase de distribution. La population a été rassurée que des stocks de moustiquaires restent disponibles et que tous les ménages inscrits sur des listes complémentaires seront servis. Le président du CLO, Col Kondi Yao a salué les efforts consentis par le gouvernement pour protéger les populations contre le paludisme. Il a exhorté les leaders communautaires à poursuivre les actions de sensibilisation en encourageant les populations à dormir systématiquement sous des moustiquaires. Il a enfin félicité les membres du comité pour le travail accompli.



FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION,
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI)



THÈME

FINANCEMENT DES SECTEURS AGRICOLE, IMMOBILIER ET MINIER EN AFRIQUE

19 au 22 Oct. 2026

Conakry, Guinée

- ▶ **Master Class 1**
« La Clinique du Droit »
- ▶ **Master Class 2**
« Marketing, Digitalisation
et Distribution
des Produits & Services Financiers
à l'Ère de l'IA »
- ▶ **Master Class 3**
« Financial Lab : Maîtriser l'Art du Financement »
- ▶ **Master Class 4**
« L'Atelier de l'Entrepreneur »

BONUS

- Un annuaire du forum
- Des sessions de networking dédiées
- Une communication sur mesure



+224 627 55 63 98

inscriptions@foni.africa

+228 93 03 36 36

inscriptions sur www.foni.africa

Organisé par



Organisé par **AFRIK FINANCES** : Leader de l'Intermédiation en Afrique